

INSTRUCTION

N° 97-028-M0 du 25 février 1997

NOR : BUD R 97 00028 J

Texte publié au BOCP

DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC DANS LES DOMAINES DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DES DÉCHETS

ANALYSE

Rôle des Trésorier-Payeurs Généraux

Date d'application : 25/02/1997

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ; PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ; EAU ;
ASSAINISSEMENT ; DÉCHETS ; DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC ; TRÉSORIER-PAYEUR GÉNÉRAL ; COMPÉTENCE

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPG	RGF	DOM	RF									

DIFFUSION

CS 11

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction D - Bureau D3

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Circulaire n° NOR BUDR 9606067C du 20 novembre 1996.....	4
ANNEXE N° 2 : Circulaire du 10 mai 1995 relative à l'application de l'article 75 de la loi n° 95-101 du 2 février 1995	5

Vous voudrez bien trouver, ci-joint, en annexe n° 1, copie de la circulaire n° NOR BUDR 9606067C du 20 novembre 1996 (publiée au Journal Officiel du 25 janvier 1997) portant complément à la circulaire du 10 mai 1995 prise pour l'application de l'article 75 de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et portant sur la durée des délégations de service public dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et des déchets.

Cette circulaire rend compte de l'avis du Conseil d'Etat sur la prise en compte des avenants ayant pour effet de prolonger la durée d'une délégation existante à la date d'entrée en vigueur de la loi.

Vous trouverez en annexe 2 copie de la circulaire du 10 mai 1995 qui vous avait été transmise par lettre en date du 11 mai 1995.

Toute difficulté rencontrée dans l'application de ces dispositions pourra être portée à la connaissance de la direction sous le timbre du bureau D3.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

PIERRE-LOUIS MARIEL

ANNEXE N° 1 : Circulaire n° NOR BUDR 9606067C du 20 novembre 1996

Circulaire du 20 novembre 1996 portant complément à la circulaire du 10 mai 1995 relative à l'application de l'article 75 de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement

NOR : BUDR9606067C

Paris, le 20 novembre 1996.

Le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, à Mesdames et Messieurs les préfets, Mesdames et Messieurs les trésoriers-payeurs généraux

La circulaire du 10 mai 1995 a précisé l'application de l'article 75 de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement qui a prévu un examen préalable par le trésorier-payeur général des projets de contrats de délégation de service public dans les domaines de l'eau potable, de l'assainissement, des ordures ménagères et autres déchets lorsque la durée de la délégation dépasse vingt ans.

La circulaire susvisée a rappelé que le trésorier-payeur général devait être saisi pour examen de tout projet de délégation d'une durée supérieure à vingt ans ainsi que de tout avenant qui aura pour effet de prolonger au-delà de vingt ans une délégation conclue après l'entrée en vigueur de la loi ou de prolonger une délégation d'une durée supérieure à vingt ans conclue après l'entrée en vigueur de la loi du 2 février 1995 précitée.

En outre, il était signalé que le Conseil d'Etat était saisi pour avis sur la question de la prise en compte des avenants ayant pour effet de prolonger la durée d'une délégation existante à la date d'entrée en vigueur de la loi.

La section des travaux publics a rendu son avis en séance du 20 février 1996.

Aux termes de cet avis : « S'agissant de l'applicabilité des dispositions relatives à la consultation des trésoriers-payeurs généraux aux conventions existant à la date d'entrée en vigueur de la loi du 2 février 1995, la consultation préalable des trésoriers-payeurs généraux s'impose pour toute délégation ou tout avenant à une délégation conclus postérieurement à la loi du 2 février 1995 et ayant pour effet de donner à la convention une durée supérieure à vingt ans ou de prolonger une convention d'une durée supérieure à vingt ans ».

En conséquence, l'autorité délégante doit saisir le trésorier-payeur général, pour examen, de tout avenant ayant pour effet de prolonger au-delà de vingt ans une délégation existante.

ALAIN LAMASSOURE

ANNEXE N° 2 : Circulaire du 10 mai 1995 relative à l'application de l'article 75 de la loi n° 95-101 du 2 février 1995

Circulaire du 10 mai 1995 relative à l'application de l'article 75 de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement (durée des délégations de service public dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et des déchets)

NOR: BUDZ9500006C

Paris, le 10 mai 1995.

Le ministre du budget à Mesdames et Messieurs les préfets et Mesdames et Messieurs les trésoriers-payeurs généraux.

Afin de contribuer à une meilleure gestion des services publics locaux et de rendre un meilleur service aux usagers, la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 modifiée relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques organise la mise en concurrence des délégataires de service public.

Ce texte prévoit, d'une part, que les délégations doivent être limitées dans leur durée et, d'autre part, qu'elles peuvent être prolongées d'un an pour des motifs d'intérêt général.

Des prolongations sont également admises en cas d'investissements matériels non prévus au contrat initial qui seraient de nature à modifier l'économie générale de la convention et qui ne pourraient être amortis pendant la durée de la convention restant à courir que par une augmentation des prix manifestement excessive (cf. art. 40 de la loi précitée du 29 janvier 1993, modifiée par l'article 70 de la loi n° 94-679 du 8 août 1994 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier et par l'article 2 de la loi n° 95-127 du 8 février 1995 relative aux marchés publics et délégations de service public).

En outre, dans le domaine de l'eau potable, de l'assainissement, des ordures ménagères et autres déchets, l'article 75 de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 a prévu un examen préalable par le trésorier-payeur général des projets de contrat lorsque la durée de la délégation dépasse vingt ans.

L'objet de la présente circulaire est de vous apporter des précisions quant à l'application de cet article.

1. - Champ d'application et portée de l'examen

L'article 40 de la loi précitée du 29 janvier 1993 pose le principe de la limitation de la durée des contrats de délégation de service public. Cette durée doit être fixée par la collectivité en fonction des prestations demandées au délégataire. Lorsque les installations sont à la charge de ce dernier, la durée est déterminée en fonction de la nature et du montant de l'investissement à réaliser et ne peut dépasser la durée d'amortissement des installations.

En outre, l'article 75 de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement complète le premier alinéa de l'article 40 de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques par deux phrases ainsi rédigées :

« Dans le domaine de l'eau potable, de l'assainissement, des ordures ménagères et autres déchets, les délégations de service public ne peuvent avoir une durée supérieure à vingt ans sauf examen préalable par le trésorier-payeur général, à l'initiative de l'autorité délégitime, des justificatifs de dépassement de cette durée. Les conclusions de cet examen sont communiquées aux membres de l'assemblée délibérante compétente avant toute délibération relative à la délégation. »

Aux termes de la loi, l'examen effectué par le trésorier-payeur général n'est une appréciation ni de l'opportunité ni de la légalité de l'acte qui relève de l'assemblée délibérante pour la première et du représentant de l'Etat pour la seconde. En conséquence, lorsque le

projet soumis à examen soulève des questions de cette nature, le trésorier-payeur général en prend acte et les intègre comme des données préalables à son analyse.

Le trésorier-payeur général, dans son rôle d'expert économique et financier et afin d'apporter tous les éléments d'analyse à l'autorité délégitime, fait état, le cas échéant, d'informations relatives :

- à l'adéquation des termes économiques et financiers de la convention au champ de la délégation, eu égard notamment au volume des investissements à réaliser ou à gérer ;
- au niveau des prix du service par comparaison avec ceux pratiqués antérieurement et avec ceux pratiqués par des organismes dans le département, la région ou au plan national, pour des services pour lesquels le volume et la nature des investissements ainsi que les conditions d'exploitation sont de nature comparable ;
- à la capacité financière des partenaires concernés et aux répercussions sur la fiscalité locale ;
- à l'incidence financière au regard des normes environnementales et des normes sanitaires d'hygiène et de sécurité (contraintes financières liées au respect des normes ou surcoût généré par l'adoption de normes allant au-delà de celles exigées par la réglementation).

Lorsque certains éléments techniques ou financiers sont susceptibles de soulever une question d'appréciation, le trésorier-payeur général expose les conséquences des différentes options possibles.

II. - Déroulement de la procédure

1. Initiative et champ de la saisine

Seule l'autorité délégitime est habilitée à saisir le trésorier-payeur général. Cette saisine porte sur tout projet de délégation, d'une durée supérieure à vingt ans, d'un service public de distribution d'eau potable, d'assainissement, de traitement des ordures ménagères et autres déchets.

De même, l'autorité délégitime devra saisir le trésorier-payeur général pour examen de tout avenant qui aura pour effet de prolonger au-delà de vingt ans une délégation conclue après l'entrée en vigueur de la loi ou de prolonger une délégation d'une durée supérieure à vingt ans conclue après l'entrée en vigueur de la loi du 2 février 1995. Dans ce cas, le trésorier-payeur général devra donner un avis sur le bien-fondé de la durée globale de l'ensemble de la convention de délégation, avenant compris.

Pour ce qui concerne la prise en compte des avenants ayant pour effet de prolonger la durée d'une délégation existante à la date d'entrée en vigueur de la loi, le Gouvernement a décidé de consulter le Conseil d'Etat, la loi ne donnant pas d'indications particulières sur ce point.

Dans l'attente de ces futures instructions et à titre conservatoire, le trésorier-payeur général devra être saisi pour examen de tout avenant à une convention de délégation conclue avant l'entrée en vigueur de la loi ayant pour effet de porter au-delà de vingt ans la durée résiduelle de la délégation à compter de la date d'entrée en vigueur de la loi (2 février 1995).

2. Justifications produites par le délégant

Le dossier de saisine adressé au trésorier-payeur général par l'organisme devra comprendre l'ensemble des documents nécessaires à l'examen qui lui est demandé, en particulier comporter toutes les informations permettant de justifier le dépassement de la durée de vingt ans.

Outre le projet de convention et le compte d'exploitation prévisionnel, les justifications produites doivent permettre au trésorier-payeur général d'apprécier :

- la durée du contrat au regard de celle d'amortissement des installations mises en œuvre ; à cet égard il y a lieu d'examiner

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

les durées techniques recommandées par les constructeurs ainsi que les durées d'amortissement au regard des dispositions fiscales ;

- la durée du contrat au regard du plan de financement dont les modalités (apport de capitaux propres, emprunts) peuvent avoir une incidence sur la durée de la délégation ;
- la durée du contrat au regard des besoins de financement de l'opération afin d'analyser l'impact, sur le coût pour le service, d'un raccourcissement ou d'un allongement des durées de financement et les conséquences financières en termes de coût global.

Ces documents doivent également permettre de distinguer clairement les investissements et prestations qui incombent au délégant et au délégataire.

3. Examen des justificatifs

Toute saisine du trésorier-payeur général par une collectivité locale doit recevoir une réponse écrite. Il appartient au trésorier-payeur général d'être attentif au délai de traitement du dossier. Ce délai ne peut dépasser deux mois.

Le trésorier-payeur général veille à réaliser cet examen en concertation étroite avec l'autorité délégante, dans un objectif d'aide et de conseil.

Les services de l'Etat et les services spécialisés apportent, à sa demande, au trésorier payeur général leur concours à l'examen du dossier en particulier pour analyser les documents fournis.

4. Conclusions de l'examen et communication

Les conclusions de l'examen étant destinées à éclairer en toute objectivité la décision du conseil municipal, le trésorier-payeur général établit, sur la base du projet qui sera présenté à celui-ci, un avis sur le bien-fondé de la durée de la délégation.

Cet avis est transmis à l'autorité délégante.

NICOLAS SARKOZY